

tirerai l'attention sur l'allégation faite par l'honorable député d'Huron-Sud (monsieur Cameron), et que l'on trouve à la page 705 des débats, formulée en ces termes : " La dette publique s'est à peine accrue d'une piastre pendant l'administration du dernier gouvernement."

M. CAMERON (Huron-Sud) : Si l'honorable monsieur veut bien référer au discours, il verra que je faisais allusion aux obligations considérables contractées antérieurement.

SIR SAMUEL L. TILLEY : Eh ! bien, voyons ce qu'étaient ces obligations à la fin de l'année dernière. Nous trouvons que la dette claire était, à la fin de 1879, de \$147,481,070, formant une augmentation, pendant cette période, de \$47,632,607.86.

SIR CHARLES TUPPER : L'honorable député d'Oxford-Nord (monsieur Oliver) a dit que la dette publique de la Confédération était de \$147,481,557 lorsque mon honorable ami le député de Lambton a laissé le pouvoir. Et lorsqu'il arriva au pouvoir, cette dette était de \$140,000,000.

SIR SAMUEL L. TILLEY : C'est exactement ce que j'ai dit. Le *Hansard* peut être exact ou non ; mais en général, il passe par les mains des membres, et je me hasarde à dire que ce passage a passé par les mains de mon honorable ami de la gauche.

À présent, il y a une augmentation, pour cette période, de \$47,632,000, à laquelle il faut ajouter la dépense qui doit être faite en vertu des contrats passés par nos honorables amis de la gauche, à partir du 1er juillet dernier ; les engagements qu'ils ont contractés pour le canal Welland, le canal Lachine, le canal de Cornwall et le chemin de fer du Canada Central s'élevant à la somme de \$6,951,000 ; formant en tout \$54,500,000. Si nous ajoutons à cette somme les \$4,500,000 de l'indemnité des pêcheries, cela porte l'augmentation de la dépense sur le revenu à près de \$60,000,000 en six années.

Les honorables messieurs ont cité des extraits de mon discours de 1873, où je parlais des obligations que le Canada allait avoir à encourir, de \$10,000,000 à dépenser sur le chemin de fer Intercolonial, de \$20,000,000 à dépenser pour les canaux, dépenses que, d'après les recommandations d'une commission, on n'était

pas tenu de faire dans les cinq ou six ans, ni même dans aucune période déterminée. Il s'agissait d'une commission nommée pour examiner et étudier le système général des canaux, afin qu'aucune somme ne fût gaspillée, mais que tout fût bien pensé sous cet item général.

J'estimai que la dépense, d'après ce rapport, serait d'environ \$20,000,000. Alors l'engagement que nous avions contracté, et qui était de \$30,000,000 pour l'achèvement du chemin de fer du Pacifique, portait cette somme à \$60,000,000 en tout. Il appert ainsi que, de la fin de 1873 à la fin de l'année dernière, c'est-à-dire depuis que nous avons laissé le pouvoir, la dette s'est accrue de \$60,000,000 et les honorables députés de la gauche diront encore que la dette ne s'est pas accrue pendant cet intervalle, ou qu'elle ne s'est pas accrue de plus que de \$7,000,000.

Ce qui plus est, lorsque nous arrivâmes au pouvoir, non-seulement nous nous trouvâmes en face de ces obligations contractées, qui demandaient \$6,900,000 pour être exécutées complètement, mais nous trouvâmes les contrats de chemins de fer passés de telle façon que l'un, à l'est de Winnipeg, et l'autre, à l'ouest du lac Supérieur, ne pouvaient être d'aucune utilité à moins de compléter la section intermédiaire. Afin, donc, que les travaux sur ces sections coûteuses pussent être poussés immédiatement et que les dépenses faites sur les 400 milles du lac Supérieur à Winnipeg pussent être de quelque valeur par la suite, on considéra comme de la plus haute importance de construire au moins 200 milles au delà, dans cette fertile région, afin de retirer quelque profit des énormes dépenses déjà encourues. Ces dépenses s'imposaient ainsi à nous. Conformément aussi aux conditions acceptées par mon honorable ami de la gauche, nous nous sommes mis à même d'exécuter loyalement les engagements que son parti avait pris relativement à la construction du chemin de fer du Pacifique.

Mon honorable ami de la gauche a dit, l'autre soir, que, lorsqu'il avait demandé des soumissions—à moins que je l'aie mal compris—pour la section de la Colombie britannique, dont le tracé fait par l'ex-gouvernement a été accepté par le gouvernement actuel, il n'avait agi ainsi qu'afin de s'assurer de ce que pourrait être le